



HOMMAGE AU PROFESSEUR SAMIR AMIN

SYMPOSIUM INTERNATIONAL ET MULTIDISCIPLINAIRE

Campus UCAD 2, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, du 10 au 12 février 2020

Conférence inaugurale de Jacques Berthelot

Economiste français, ancien maître de conférences à l'École nationale supérieure agronomique de Toulouse ancien titulaire de la Chaire d'intégration économique européenne à l'Institut National Polytechnique de Toulouse et chercheur.

Titre de l'intervention : Samir Amin a balisé les réponses à la crise multidimensionnelle du système mondial

La présente version est deux fois plus courte que la version in extenso, ne comporte pas les notes bibliographiques de bas de page, et correspondra davantage à l'exposé oral

Bonjour et merci à tous les amis de Samir venus pour lui rendre hommage. Je dois implorer votre indulgence pour avoir accepté la demande de Chérif Salif Sy de préparer l'intervention inaugurale alors que vous êtes très nombreux à être plus qualifiés que moi.

Samir Amin a toujours souligné que "*être marxiste c'est pour moi poursuivre l'œuvre amorcée seulement par Marx, quand bien même cette amorce ait-elle été d'une puissance inégalée. Ce n'est pas s'arrêter à Marx, c'est partir de lui... Marx est sans rivages parce que la critique radicale qu'il amorce est elle-même sans rivages, toujours incomplète, doit toujours être l'objet de sa propre critique*".

En toute humilité Samir considère que ses analyses du capitalisme contemporain ne sont qu'une contribution qui demande à être dépassée. C'est l'objectif de notre symposium que d'évaluer sa contribution aux grands défis auxquels est confrontée l'humanité, en changeant le paradigme dominant qui met l'argent, l'individualisme et le pouvoir au centre de ses objectifs, d'où son impérialisme, particulièrement destructeur en Afrique.

Comme le temps qui m'est imparti est limité ainsi que mes compétences, je n'aborderai que les leçons à tirer pour l'Afrique des analyses de Samir sur les trois aspects de la gouvernance politique, économique et écologique de la mondialisation.

I – La gouvernance politique de la mondialisation

Samir Amin a été co-fondateur du Forum Social Mondial (FSM) en 2001 et avait déjà fondé le Forum du Tiers Monde (FTM) en 1975 et le Forum Mondial des Alternatives (FMA) en 1998. Comme il déplore que la charte du FSM interdise la participation de partis politiques il a

proposé en 2006 de créer une "Cinquième internationale", "*qui concerne donc tous les peuples, du Nord et du Sud... [qui] ne doit pas être une assemblée exclusive de partis politiques, mais accueillir tous les mouvements de résistance et de luttes des peuples*" avec deux mots d'ordre : "*(i) pas de socialisme sans démocratie... (ii) aucun progrès démocratique... si pas associé au progrès social*". Quelques jours avant sa mort Samir a résumé dans Afrique-Asie sa proposition d'une "*Internationale des travailleurs et des peuples*". Le nouveau paradigme s'appuiera aussi utilement sur la "*Déclaration universelle pour le bien commun de l'humanité*" proposée en 2012 par François Houtart, si étroitement associé au combat de Samir au sein du FTM et du FMA.

Pour qu'advienne un socialisme planétaire solidaire, Samir reconnaît que "*Il s'agit d'un processus long, séculaire... Mais la construction de l'avenir... lointain commence aujourd'hui*".

Un premier débat est relatif à la position de Samir de construire le socialisme planétaire à partir de chaque Etat puisqu'il critique, non sans raison, les intégrations régionales existantes : "*Le changement ne se fera jamais par en haut, que ce soit à l'échelle mondiale par une décision... de tous les chefs d'Etat... ou en Europe... Je ne crois pas du tout à des réformes progressistes de la part de cette Europe... avec le ralliement de la gauche historique à la droite historique... Le monde se transforme... à partir de la base. Or la base...c'est l'Etat... l'Europe, ça n'existe pas. Il n'y a pas de solidarité européenne*".

Pour François Partant aussi, "*Le libéralisme triomphe, parce que l'Etat ne peut agir sur l'économie que dans le cadre national, alors que les initiatives du Capital ignorent les frontières... L'Etat, pouvoir politique... ne peut plus être un arbitre entre le travail et le capital lorsque leurs intérêts deviennent opposés... Il ne peut trancher qu'en faveur du capital*". François Partant ne voit pas non plus la solution dans une Europe politique qui "*ne sera jamais en mesure d'engager des réformes sociales qui la ferait "rompre avec le capitalisme" tout en demeurant une grande puissance économique*". Et, comme Samir, il plaide pour la déconnexion du Sud : "*Pour que soit employée la force de travail dont ils disposent, il leur faudrait adopter... d'autres techniques que les nôtres... de sorte qu'ils devraient se protéger de notre concurrence et... s'extraire du marché mondial auquel ils sont intégrés. Mais ce choix serait contraire aux intérêts de leurs élites dirigeantes et possédantes*".

Mais les mouvements sociaux et partis progressistes de l'UE luttent pour des réformes radicales de l'UE dans tous les domaines mais ne cherchent pas à démanteler l'UE alors que, outre le cas du Brexit, ce ne sont que les partis d'extrême droite, xénophobes, dont le Rassemblement national de Marine Le Pen en France, qui veulent sortir de l'UE. En 2016 une Déclaration commune des organisations syndicales allemandes et françaises a souligné : "*Nos traditions et nos valeurs nous demandent d'accueillir et d'offrir hospitalité à tous ceux qui cherchent refuge chez nous*".

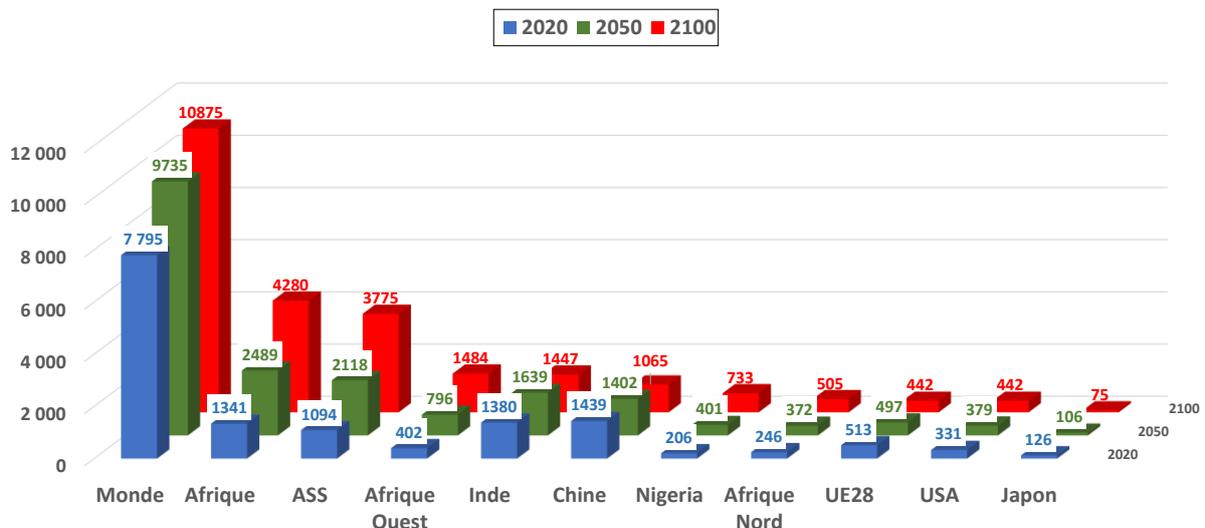
Puisque l'on cherche à bâtir des organisations démocratiques à tous les niveaux géographiques, il peut y avoir un risque à faire participer des partis politiques dans ces organisations, surtout quand ils sont au pouvoir dans leurs Etats, car l'histoire a montré qu'ils ont tendance à imposer leurs vues au détriment de la démocratie.

Samir avait bien perçu ces risques : "*La considération de l'une quelconque des instances sans souci de son articulation aux autres enferme dans l'impasse... Celle du pouvoir conçu comme capable de "réaliser" pour le peuple, mais sans lui, conduit à la dérive autocratique et à... une nouvelle bourgeoisie. La dérive du soviétisme – évoluant du "capitalisme sans capitalistes" (un capitalisme d'Etat) au "capitalisme avec capitalistes" – en constitue l'exemple le plus tragique*".

Pour mieux débattre de la gouvernance politique mondiale, il est utile de connaître les perspectives démographiques selon les projections des Nations Unies révisées en 2019.

Alors que la population mondiale augmenterait de 25% de 2020 à 2050, la hausse serait de 94% pour l'Afrique subsaharienne, dont de 98% pour l'Afrique de l'Ouest. Celle de la Triade augmenterait de seulement 1% dont 15% pour les Etats-Unis tandis que celle de l'UE28 baisserait de 3% et celle du Japon de 16%. Les contrastes s'accroîtraient fortement de 2020 à 2100 puisque la population mondiale augmenterait de 40%, mais de 245% en Afrique subsaharienne (ASS), et 269% pour l'Afrique de l'Ouest. En 2100, la population de l'Afrique dépasserait de 70% celle de l'Inde et la Chine réunies et celle de l'ASS dépasserait de 50% celle de l'Inde et la Chine réunies.

Population des grandes régions et pays en 2020, 2050 et 2100, M d'hab



Source : UN World population prospects 2019, medium variant

II – La gouvernance économique de la mondialisation

2.1 – Les aspects productifs : industrie et agriculture

2.1.1 – L'industrialisation

Pierre Jacquemot observe que "*De 1977 à 2016, la production manufacturière africaine a certes plus que doublé, mais sa part relative dans le PIB a chuté de 18% à 11%*".

Dans "*L'avenir industriel de l'Afrique*" Samir écrit en 1980 : "*A l'inverse des pays du centre, où la "révolution agricole" a précédé la "révolution industrielle", les pays de la périphérie ont importé la seconde sans avoir amorcé la première... Jusqu'ici l'industrie dans le tiers monde est parasitaire... elle nourrit son accumulation en ponctionnant le monde rural*".

Pour Gaëlle Balineau et Ysaline Padieu : "*La transformation alimentaire représente 60% de l'emploi manufacturier... au Niger et au Nigéria, entre 30% et 40% au Ghana, au Burkina Faso et au Mali... La demande croissante pour des produits alimentaires de haute qualité pourrait être le moteur du développement d'une agriculture à haute valeur ajoutée et intensive en main d'œuvre*".

On doit ajouter l'industrie textile pour approvisionner le marché intérieur en vêtements de qualité populaire, puisqu'elle a été à la base de l'industrialisation de la plupart des pays du Sud, dont l'Inde, ce qui serait un bon moyen de valoriser le coton africain pour le soustraire aux fluctuations du cours mondial. A condition de protéger cette production des importations à prix cassé de friperie car les EU menacent de rayer les pays de l'Afrique de l'Est des bénéficiaires de l'AGOA s'ils interdisent les importations. Mais les exportations de friperie de l'UE en ASS ont été 8 fois supérieures en 2018 à celles des EU et 3 fois supérieures à celles des EU vers l'Afrique de l'Est. Mais les importations de vêtements neufs venant de Chine ont représenté 57% des importations totales de l'ASS alors que celles venant de l'UE ont été 12 fois inférieures et celles venant des EU 149 fois inférieures. La capacité politique de l'ASS à protéger sa filière textile des pressions de la Chine sera mise à rude épreuve, mais la Chine pourrait être plus lucide sur ses intérêts politiques à long terme que l'UE et les EU, totalement soumis à la volonté aveugle du Capital privé.

Mais un préalable à l'industrialisation de l'Afrique est de faire sauter les verrous autres que les droits de douane : infrastructures (transport, énergie, télécommunications), formation de la main d'œuvre, financement, surévaluation du taux de change en zone franc, faible productivité de la main d'œuvre supérieure au faible prix de la force de travail, corruption des élites politiques compradore, qui n'arrêtent même pas les prélèvements des "forces de l'ordre".

Dans ce contexte on peut préconiser pour l'ASS, avec Fatou Gueye et Alimadou Aly Mbaye, une stratégie modeste d'industrialisation renonçant à la compétitivité dans les chaînes de valeur mondiales : *"La création d'emplois décents en Afrique passera plutôt par les millions de nano-entreprises... individuelles qui emploient la quasi-totalité de la population africaine... [où] ces nano-entreprises pourraient se regrouper sous forme d'entreprises sociales et solidaires... afin de leur faciliter un accès progressif à un statut formel"*.

2.1.2 – L'agriculture : souveraineté alimentaire et maîtrise du foncier

Dans "Sur la crise" Samir écrit : *"Les agricultures paysannes du Sud rassemblent près de la moitié de l'humanité... L'écart entre la production moyenne de l'agriculteur du Nord et celle de l'agriculteur paysan, qui était de 10 à 1 avant 1940, est aujourd'hui de 100 à 1... Dans l'hypothèse d'une stratégie... cherchant à reproduire... l'agriculture familiale moderne du Nord... une vingtaine... de millions de fermes modernes... pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient... ces milliards d'êtres humains... pauvres parmi les pauvres... ? À l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel... ne pourrait absorber... le tiers de cette réserve"*. Il en conclut que *"le capitalisme est... incapable de résoudre la question paysanne"* et que *"les seules perspectives qu'il offre sont celles... de milliards d'êtres humains en trop... Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide"*. Et Samir conclut : *"Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXIe siècle... parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme"*.

Comme la maîtrise du foncier est un préalable, Samir souligne que *"La Chine et le Vietnam fournissent l'exemple, unique, d'un système de gestion de l'accès au sol qui n'est ni fondé sur la propriété privée, ni sur la "coutume", mais sur un droit révolutionnaire nouveau... qui est celui de tous les paysans... habitants d'un village à un accès égal à la terre... Le modèle implique la double affirmation des droits de l'Etat (seul propriétaire) et de l'usufruitier (la famille paysanne)"*.

Zhanli Sun souligne que *"la Chine a réussi à nourrir 20 % de la population mondiale avec seulement 7 % des terres agricoles du monde "* puisqu'elle *"possède moins de 0,1 ha de terres agricoles par habitant, ce qui ne représente que 38 % de la moyenne mondiale "*. Et Zihan Ren explique l'importance du programme de *"revitalisation rurale"* pour réorienter l'économie chinoise d'une position trop dépendante du marché mondial : grâce à la sécurité de retrouver leurs terres au village *"Des centaines de millions de travailleurs ruraux ont les moyens de prendre le risque d'un emploi non agricole"* si bien que, si la Chine industrielle et exportatrice a été fortement touchée par la crise financière mondiale de 2008, *"la forte demande de main-d'œuvre dans les campagnes ayant reçu d'énormes investissements"* a permis que la croissance économique soit peu affectée, contrairement aux autres pays asiatiques. Et *"Dans le contexte de la concurrence sino-américaine, la redécouverte du potentiel de l'économie rurale est le choix le plus judicieux et le plus important"*.

La suppression de la propriété privée des moyens de production, en particulier de la terre, est une idée partagée par d'éminents experts, au-delà de Marx. Dont bien sûr par François Houtart pour qui *"L'appropriation des moyens de production et de circulation par des individus ou des sociétés à des fins d'accumulation capitaliste privée est contraire au bien commun de l'humanité et au bien vivre (Buen Vivir) et est donc interdite"*.

De même François Partant plaide pour des collectivités autogérées avec abolition de la propriété privée sur tous les moyens de production, dont sur le foncier : *"Au droit de propriété, qui est un moyen d'enrichissement individuel, est substitué un droit de jouissance... transmissible aux enfants qui désirent continuer l'activité de leur père. Ce droit... assure aux sociétaires la sécurité que donne la propriété, outre celle que représente l'appartenance à une collectivité solidaire"*.

Compte tenu de la prégnance du droit foncier traditionnel dans le rural profond de l'ASS, le modèle chinois de propriété des villages sur les terres agricoles avec droit d'usage transmissible des familles paysannes ne poserait pas de problème. Mais les résistances seront fortes, surtout des Chefs d'Etat africains car les lois foncières confèrent à l'Etat la propriété éminente des terres et, comme le souligne Samir, *"La propriété éminente de l'État, dont je défends le principe, devient elle-même le véhicule de l'appropriation privative. L'État peut ainsi « donner » les terres nécessaires à l'installation d'une zone touristique, d'une entreprise de l'agro business locale ou étrangère ou même d'une ferme de l'État"*.

L'idée, inculquée aux Etats d'ASS par l'agro-business du Centre et de gros capitalistes locaux, de la nécessaire promotion de grandes exploitations "modernes" pour réduire le déficit alimentaire a conduit le Nigéria à accueillir de gros exploitants blancs expropriés du Zimbabwe. Malgré les facilités d'installation et la réussite affichée dans l'État de Kwara, l'échec dans l'État de Nazawara amène à conclure, avec Makunike, que *"Les exploitants blancs du Zimbabwe ont conquis leur réputation de prouesse agricole sur une longue période grâce à tout un ensemble de conditions spéciales... engagement politique à long terme, sécurité foncière, accès à des financements bon marché à long terme, des infrastructures en place, accès aux intrants et aux marchés"*. Lors du forum des 29-30 avril 2010 à Ouagadougou sur *"Place et rôle de l'entrepreneuriat agricole"*, le ministre de l'agriculture Laurent Sédogo, *"pense que l'agrobusiness est une alternative pour éradiquer l'insécurité alimentaire et la pauvreté en milieu rural"*, mais l'un des entrepreneurs agricoles a reconnu que *"La plupart des agrobusinessmen sollicitent les autorités pour... l'accessibilité au crédit"*.

La sociologue Denise Paulme rapportait en 1963 que, selon un chef nigérien, : *"La terre appartient à une grande famille dont beaucoup de membres sont morts, quelques-uns sont vivants et dont le plus grand nombre est encore à naître... En définitive, les droits fonciers font partie du statut des personnes, ils en sont un aspect : être sans terre équivaldrait à se trouver sans parents, situation inconcevable... L'apparition d'une économie mercantile... ébranle tout le système des tenures foncières et à structures sociales... Les sociologues et, avec eux, nombre d'Africains, répondront qu'une législation orientée par des motifs purement économiques déboucherait inévitablement sur le chaos social et la paupérisation"*.

Mais une réforme agraire cohérente va bien au-delà de la réforme foncière. Dans "Sur la crise" Samir souligne que *"L'accès au sol reste vide de potentiel transformateur de la société si le paysan qui en bénéficie n'est pas en mesure d'accéder aux moyens indispensables à la production dans des conditions convenables"*. Et il en précise les conditions commerciales dans "Pour la cinquième internationale" : 1) des prix agricoles rémunérateurs aux paysans par une protection basée sur des prélèvements variables à l'importation assurant un prix d'entrée fixe en monnaie nationale; 2) faire accepter cette hausse des prix agricoles par les consommateurs urbains pauvres moyennant la distribution de coupons d'achat au prix ancien des produits alimentaires locaux, comme ce qui se fait aux EU, en Inde et au Brésil; 3) exiger l'élimination du dumping des pays exportateurs, en interdisant toute exportation au-dessous du coût de production total moyen des pays sans subventions.

2.2 – Les aspects commerciaux : OMC et accords de libre-échange, APE et ZLECAF

Si Samir n'est pas rentré dans les détails techniques des réformes commerciales nécessaires, il en a posé avec force le préalable : la déconnexion des pays périphériques du marché mondial façonné par l'impérialisme de la Triade qui n'ont offert aux pays du Sud que la perspective du "rattrapage" de son modèle par une plus grande insertion dans le marché mondial. Mais Samir a toujours souligné que "déconnexion" ne signifie pas autarcie, le minimum inévitable d'échanges commerciaux étant au service d'un développement autocentré.

Dans "La loi de la valeur mondialisée", Samir souligne que *"Les peuples des périphéries... doivent se débarrasser des illusions de la fausse alternative... du "rattrapage" dans le système capitaliste mondialisé"*, et dans "Sur la crise" il rappelle la longue litanie des violences séculaires de l'impérialisme européen : la *"gigantesque dépossession des Indiens d'Amérique... exterminés en presque totalité... La traite négrière qui prend la relève en Afrique et retarde d'un demi-millénaire le progrès du continent"*, et cette dépossession n'a pas frappé que les paysans mais elle *"a détruit les capacités de production industrielle... de régions... longtemps plus prospères que l'Europe... la Chine et l'Inde entre autres"*. Et il conclut : *"Imagine-t-on aujourd'hui deux ou trois milliards d'Asiatiques et d'Africains disposant de tels avantages ?"*.

Pour rester fidèle à Samir, il faut préciser les profondes réformes à opérer dans les institutions commerciales existantes, ce qui concerne l'OMC et les accords de libre-échange (ALE).

2.2.1 – Supprimer l'OMC ?

Les critiques de l'OMC, en tant qu'instrument majeur de la mondialisation néo-libérale, sont pleinement justifiées, pour ses modalités de fonctionnement comme pour ses règles de fond. Mais il ne faut pas imputer ces critiques à l'OMC personne morale, donc à son Secrétariat et son Directeur général, car les règles sont décidées par les Etats Membres, le Secrétariat n'ayant pas le pouvoir de dénoncer leur large violation, d'abord par l'UE et les EU.

Le premier objectif de l'OMC est "*la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce*", ce qui s'oppose à la souveraineté alimentaire, à la protection de l'environnement, aux droits sociaux fondamentaux et à la sécurité sanitaire des aliments. La règle la plus scandaleuse est la définition du dumping (article VI du GATT) selon laquelle il n'y a pas de dumping tant que l'on n'exporte pas à un prix inférieur à celui du marché intérieur. Cette définition a suscité les réformes radicales de la Politique Agricole Commune (PAC) de l'UE et du Farm Bill des EU au début des années 1990 : forte réduction des prix agricoles minima et compensation des agriculteurs par des subventions, sachant que les pays du Sud ne pouvaient subventionner significativement leurs agriculteurs constituant la majorité des actifs. Et, comme ce sont l'UE et les EU qui ont négocié en tête à tête l'Accord sur l'agriculture (AsA) avant de le faire entériner à Marrakech en avril 1994 par tous les Membres, ils ont fait une distinction fumeuse entre les subventions ayant des effets de distorsion des échanges (subventions à l'exportation et subventions internes couplées) et celles en ayant très peu car avec production plafonnée, ou pas du tout (boîte verte).

Malgré tous ces défauts, l'OMC reste incontournable à condition de la réformer radicalement, pour les raisons suivantes :

- Sur les 164 Etats de l'OMC en 2020, aucun n'est sorti et ils représentent 98% du commerce mondial et 94% de la population mondiale et tous les Etats qui n'y sont pas encore négocient leur entrée, à l'exception de la Corée du Nord.
- L'OMC est moins pire que les Accords bilatéraux de libre-échange (ALE).
- Les Ambassadeurs du Sud à l'OMC sont soutenus par les analyses des ONG de solidarité Nord-Sud pour se battre au jour le jour sur tous les sujets que veulent leur imposer les pays développés. Et ces ONG appuient le Sud dans les Conférences ministérielles bisannuelles et les Forums publics annuels de l'OMC.
- C'est parce que l'agriculture n'est pas sortie de l'OMC ou l'OMC sortie de l'agriculture que les pays du Sud ont pu résister à la libéralisation des produits industriels et des services en exigeant d'abord de profondes réformes des règles agricoles de l'OMC.
- Si l'on sortait l'agriculture de l'OMC ou l'OMC de l'agriculture, il faudrait une autre institution pour coordonner les échanges agricoles et la doter d'un Organe de règlement des différends. On a souvent évoqué la FAO ou la CNUCED, mais ces institutions ont les mêmes Etats Membres que l'OMC et ont peu de raisons d'en changer les règles.
- Et il faudrait que l'Institution alternative se dote de juristes experts des règles commerciales agricoles à instaurer, et ils seraient obligés de se référer à la jurisprudence de l'OMC.
- Les Etats Membres de l'OMC, à commencer par les EU, n'accepteraient pas de financer une institution internationale supplémentaire.
- Les poursuites entre Membres du Sud sont de plus en plus nombreuses.
- Surtout les Membres, contrairement à l'opposition des EU (Trump), devraient reconnaître une valeur de précédent juridique aux jugements de l'Organe d'appel, d'autant qu'il a jugé à quatre reprises que les subventions agricoles internes, y compris notifiées en boîte verte, doivent être prises en compte dans le dumping, s'opposant à la définition du GATT.
- SOL a proposé que l'un des trois juges de première instance (panels) et d'appel soit un expert des droits humains, sociaux et de l'environnement, afin que les règles de l'OMC respectent une hiérarchie des normes, une proposition soutenue par Olivier De Schutter, ancien Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits humains.

Pour conclure, si Samir a plaidé pour "*la remise en cause fondamentale de l'OMC*", dans la mesure où ce sont les Etats de la Triade qui en violent les règles, il a ajouté "*On peut et doit*

donc mettre en accusation ces puissances [EU et UE] dans les instances mêmes de l'OMC prévues à cet effet. Un groupe de pays du Sud pourrait le faire. Il doit le faire".

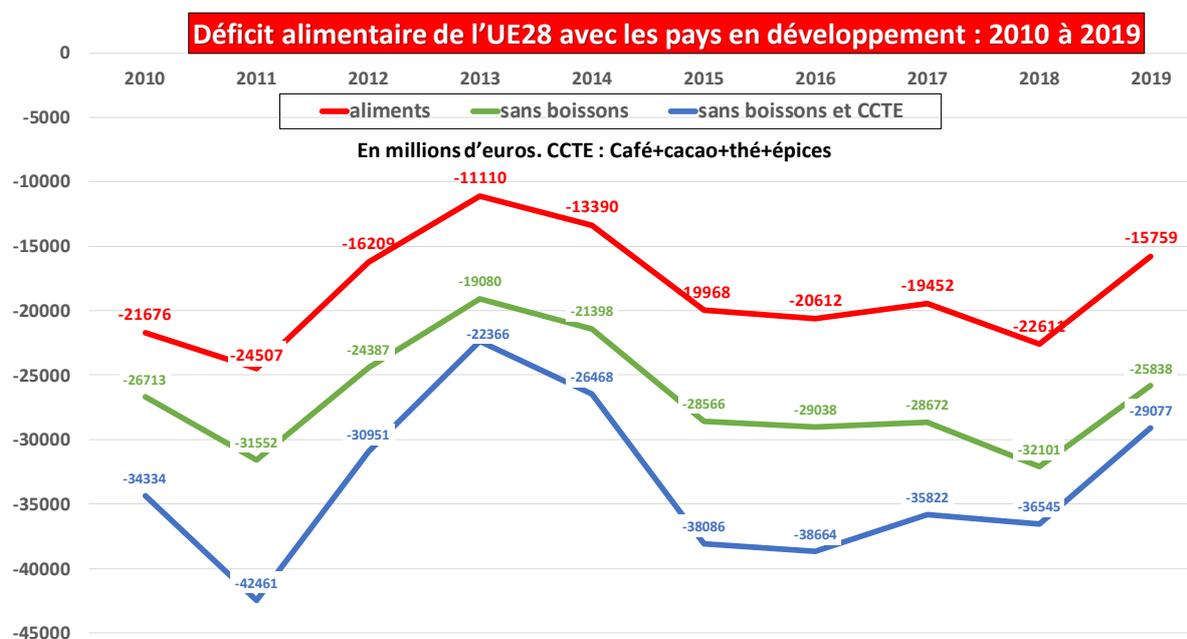
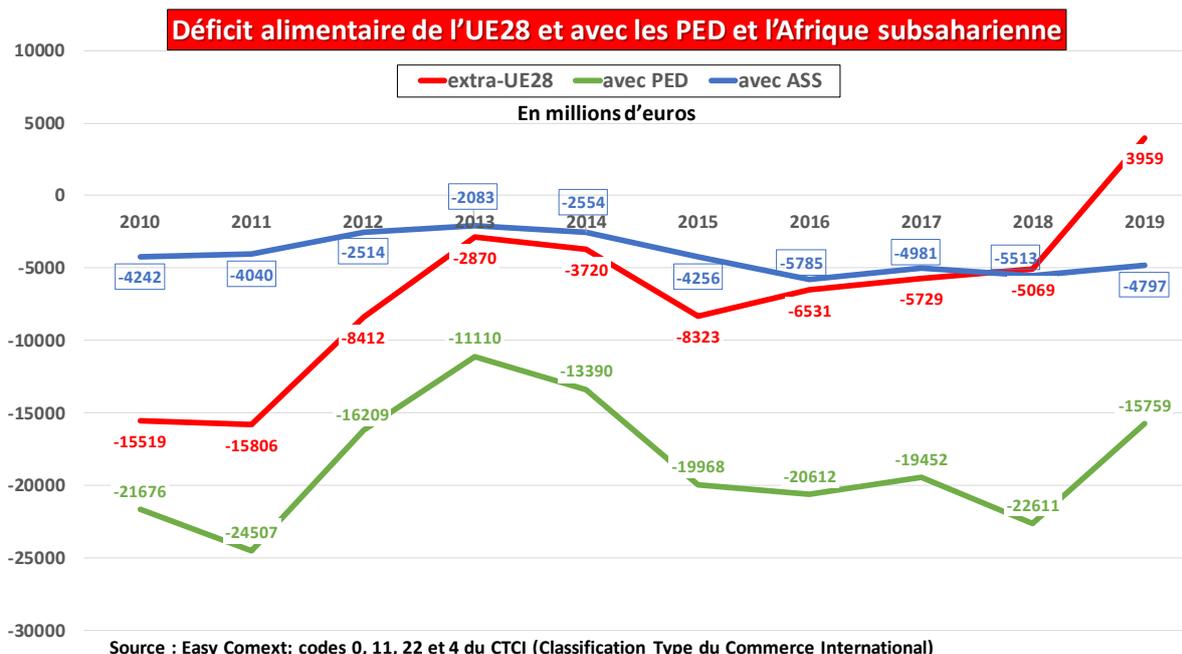
2.2.2 – Supprimer les Accords de libre-échange (ALE) bilatéraux

Il faut dénoncer tous les ALE et accords d'intégration régionale Nord-Sud, et modifier en profondeur les accords Sud-Sud. L'UE a négocié des ALE avec 17 pays d'Afrique : 4 des 5 d'Afrique du Nord et 13 des 49 d'ASS, mais elle entend couvrir les 54 Etats d'Afrique (pas la République Sahraouie que ne reconnaît pas le Maroc). Parmi ces ALE ce sont les APE avec l'ASS qu'il faut le plus dénoncer tant ils sont criminels et je vous renvoie à mon livre.

Mais il faut aussi dénoncer les propositions de l'Accord UE-Afrique censé succéder ce mois-ci à la Convention de Lomé, qui a été à l'origine des APE, car rien ne change dans l'objectif de l'UE de renforcer son impérialisme sur l'Afrique. Il est affligeant de constater que le Mandat de négociation adopté le 30 mai 2018 par le Conseil des ministres ACP à Lomé prévoit le *"Renforcement des régimes commerciaux préférentiels, tant pour les biens que pour les services, et des dispositions relatives à la coopération pour le développement des APE/APE intérimaires, afin de faire en sorte que les Etats ACP, entre autres, tirent davantage d'avantages commerciaux et des gains en matière de développement sur lesquels les APE sont fondés"*. Le même satisfecit émane du ministre des affaires étrangères du Rwanda, président en exercice du Conseil des ministres ACP, le 21 novembre 2019 : *"La coopération Nord-Sud dans le cadre de notre partenariat de longue date avec l'Union européenne a énormément contribué au développement de nos États"*. Sans commentaires !

Du 16 au 18 janvier 2020 s'est tenue à Berlin une réunion du 12ème Forum Mondial pour l'Alimentation et l'Agriculture organisé par le Ministère allemand de l'agriculture et le GFFA (représentant les grosses exploitations et agro-industries exportatrices) et ayant réuni 71 ministres de l'agriculture. Le communiqué final est un vibrant plaidoyer pour le libre-échange en agriculture, seul moyen de promouvoir la sécurité alimentaire du Sud !

Malgré ses fortes subventions agricoles et ses droits de douane très élevés sur ses produits alimentaires de base, l'UE reçoit une aide alimentaire massive des PED puisqu'elle est largement déficitaire, a fortiori sans les échanges de boissons et de café-cacao-thé-épices (CCTE) qui ne sont pas des produits alimentaires de base.



2.2.3 – Revoir profondément les accords d'intégration régionale d'Afrique

Dans "La faillite du développement économique en Afrique et dans le Tiers Monde" de 1989, Samir écrit : "Aujourd'hui on ne se souvient qu'à peine de l'existence même du Plan d'action de Lagos" adopté par le sommet africain de l'OUA en 1980... [Malgré] le choix, explicite, d'une stratégie nouvelle de développement, autocentrée... le document de Lagos exprime avec beaucoup de naïveté sa confiance dans les multinationales pour développer ces ressources [naturelles]... en partant de la demande mondiale".

Effectivement le retard croissant de l'ASS par rapport à la Triade, s'explique largement par l'intensification de son extraversion commerciale, tout le contraire de la déconnexion, tel que reflété par l'évolution du ratio exportations + importations de biens et services sur le PIB. Ce ratio était de 25,4% en 2018 pour l'ASS contre 12,2% pour les EU, 17,2% pour l'UE (hors

échanges intra-UE), 18,4% pour le Japon comme pour l'Asie du Sud, 19,5% pour la Chine, 19,7% pour l'Inde, 21% pour l'Indonésie, 23% pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

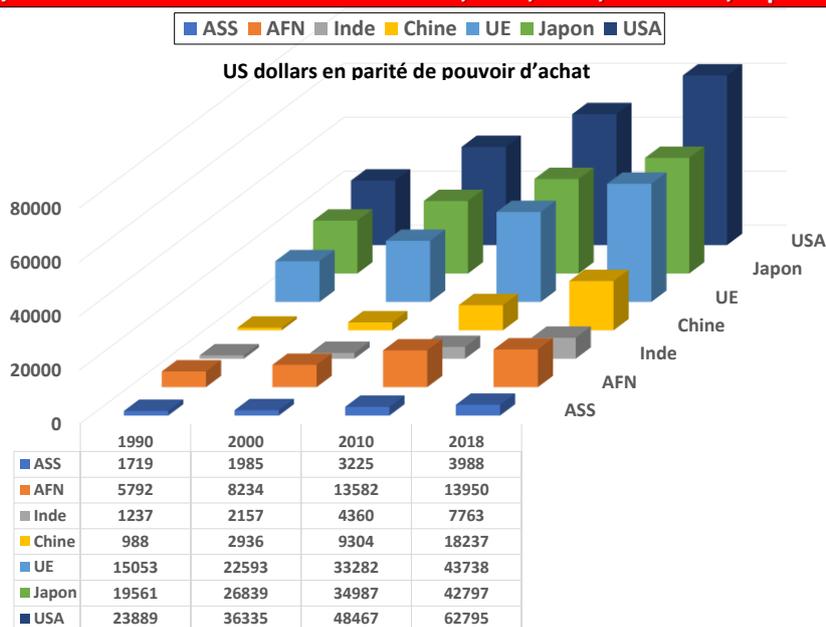
40 ans après le sommet de l'OUA de 1980, l'Union africaine (UA) accentue sa vision néolibérale sous les apparences d'être autocentrée, avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Fascinée par les accords de libre-échange méga-régionaux – comme le CETA, le TAFTA, le TPP et le RCEP –, l'UA a montré ses muscles en prétendant faire mieux entre ses 55 Etats comprenant 1,2 milliard d'habitants et un PIB de 2 500 Md\$.

Le plus affligeant est que cette orientation a été promue par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et par la CNUCED. En juin 2012 la CEA anticipait une hausse irréaliste du commerce intra-africain de 52% en 2022 par rapport à 2017, car les droits de douane (DD) seront supprimés sur 90% des lignes tarifaires des produits non sensibles. Mais ni les offres tarifaires ni les règles d'origine n'ont été finalisées. En outre la CNUCED recommandait en 2018 de réduire les DD du futur Tarif extérieur commun sur les importations extra-UA avec le raisonnement suivant : *"Le prix moyen des importations africaines en provenance de pays non africains serait réduit... [notamment] sur les importations d'intrants à utiliser dans le processus de production des économies africaines... [qui] deviendraient plus compétitives sur le marché mondial... en dehors du continent"*.

Certes la ZLECAf correspond à un objectif majeur de l'Agenda 2063 adopté en 2013 par les Chefs d'Etat de l'UA mais ils s'étaient donnés 50 ans alors que la ZLECAf est mise en œuvre dans la précipitation, la vouant à l'échec.

Avec cette orientation de plus en plus extravertie, la ZLECAf continuera à creuser l'écart entre le revenu des Africains et celui du reste du monde. Le graphique ci-dessous sur le revenu par tête en parité du pouvoir d'achat (PPA) montre que le pourcentage du revenu par tête de l'ASS est passé de 8,8% à 8% de celui de la Triade de 1990 à 2018, dont de 11,4% à 9,1% de celui de l'UE et de 7,2% à 6,4% de celui des EU. Et, alors que le revenu par tête de l'ASS était supérieur de 74% à celui de la Chine en 1990 il n'en représentait plus que 21,9% en 2018 et, alors qu'il était supérieur de 39% à celui de l'Inde en 1990, il n'en représentait plus que 51,4% en 2018.

PIB/tête en PPA de 1990 à 2018 de l'ASS, AFN, Inde, Chine UE, Japon et USA



Au-delà de la disparité croissante des niveaux de vie entre l'ASS (et l'AFN) et l'UE et les EU, la croissance des inégalités de revenus a été supérieure au sein de l'ASS à celle au sein de la Triade, et Samir a souligné que les deux sont toujours allés de pair. Selon Irène Salenson *"Huit des dix pays du monde qui ont le plus fort coefficient de Gini (indicateur qui mesure les inégalités de revenu) sont situés en Afrique"* et Yasmine Osman précise que *"L'Afrique australe – région la plus riche d'Afrique, mais aussi la plus inégalitaire – affiche la croissance la plus faible du continent. Elle se limite à 0,6% en 2019"*, contre 3,2% pour le continent".

2.3 – Les aspects monétaires et financiers

2.3.1 – Les analyses de Samir

Dans "L'accumulation à l'échelle mondiale", paru en 1970 et correspondant à sa thèse écrite de 1954 à 1956, Samir a fait une analyse fouillée des débats sur la monnaie : *"Le "problème monétaire" est... situé... dans le fonctionnement concret du système bancaire de la périphérie... au service de... l'extension d'un capitalisme fondé... sur le marché extérieur... Le système monétaire mondial... a pour fonction de faciliter la centralisation des moyens d'accumulation au bénéfice du centre du système"*. Sur le déficit de la balance des paiements des pays périphériques, Samir conclut que *"Si... on ne continue à penser... qu'en termes... de développement prioritaire des productions pour l'exportation sur le marché mondial, alors... l'équilibre extérieur est obtenu seulement au prix d'un freinage du développement... et le contrôle [des changes] devient un jour ou l'autre inefficace : il faut dévaluer"*.

Par contre trois contributions sont pertinentes pour mettre la monnaie et la finance au service du développement au Nord comme au Sud : l'expérience de la Chine rapportée par Samir et les propositions d'Eric Toussaint et de François Morin.

2.3.2 – Les leçons de la Chine

Dans un article publié quelques semaines avant son décès, Samir décrit la déconnexion du système monétaire et financier de la Chine : *"Les banques opérant en Chine sont exclusivement des banques d'État... et le taux de change du yuan est décidé par la Banque centrale, c'est-à-dire le gouvernement. Ce système a... permis de faire de la Chine la première puissance économique du monde... Le contrôle du compte de capital... a été décisif pour assurer le succès des réformes de la Chine. Les banques nationales chinoises ont financé avec succès l'émergence de centaines de milliers de petites entreprises compétitives... De telles conditions ne seraient plus tolérées si la Chine intégrait le système financier...mondial... Grâce au contrôle de son compte de capital, la Chine n'a pas souffert de la crise financière de 2007/8. D'autres pays d'Asie, intégrés dans le marché monétaire et financier, ont été dévastés par cette crise"*.

Comme le solde des échanges commerciaux de la Chine dépasse depuis de nombreuses années celui de la Triade, elle a accumulé de très importants excédents en dollars qui lui permettent d'acheter des actifs physiques dans le reste du monde et des bons et obligations du Trésor des EU, qui étaient de 1100 Md\$ en octobre 2019, 27% des 4100 Md\$ détenus par des étrangers. Cette créance sur les EU aide la croissance chinoise en augmentant la valeur du dollar par rapport à celle du yuan et améliore la compétitivité des produits chinois aux EU. Si elle réduisait ses créances sur le Trésor américain, les taux d'intérêt et les prix américains augmenteraient, ce qui y ralentirait la croissance économique. Mais cela entraînerait la chute du dollar et la hausse du yuan, ce qui nuirait à la compétitivité de la Chine. C'est une des raisons pour lesquelles la Chine est en train de réduire la trop forte extraversion de son économie.

2.3.3 – L'analyse d'Eric Toussaint

Un article récent d'Eric Toussaint explique les raisons pour lesquelles une nouvelle crise bancaire mondiale est imminente, du fait de la politique des banques centrales de la Triade : *"Toutes les entreprises sont fortement endettées, car le recours à l'emprunt leur coûte très peu étant donné que les taux d'intérêts sont très bas (0 % dans la zone euro, -0,1 % au Japon, 0,75 % en Grande-Bretagne, 1,5 % à 1,75 % aux États-Unis) et une pléthore de capitaux sont à la recherche d'un maximum de rendement financier, quitte à acheter des titres douteux de dettes... Les banques européennes utilisent massivement l'argent qu'elles empruntent à taux d'intérêt zéro pour acheter des titres de la dette... des États européens, ce qui leur procure un rendement positif... Début décembre 2019, la Banque centrale européenne détenait... 2 098 milliards € de titres souverains... de la zone euro... La Grèce, le Portugal, l'Espagne ou l'Italie sont donc coincés par leur appartenance à la zone euro. Les autorités européennes et leur gouvernement national appliquent dès lors... la dévaluation interne... une diminution des salaires au seul profit des actionnaires des grandes entreprises privées"*.

Après ce constat Eric Toussaint formule 12 propositions pour modifier radicalement la politique monétaire et financière de l'UE, dont : *"Nous ne respecterons pas l'obligation décrétée par les traités européens de viser l'équilibre budgétaire parce que nous voulons augmenter les dépenses publiques pour lutter contre les mesures antisociales et d'austérité, et pour entreprendre la transition écologique"*.

2.3.4 – La profonde refondation du système économique mondial par François Morin

François Morin a publié en 2017 un livre majeur pour la refondation autocentrée du système économique mondial, notamment au plan financier : "L'économie politique du XXI^e siècle". Bornons-nous aux grandes lignes politiques : *"Les responsables politiques d'aujourd'hui sont pris en tenaille entre... le monde de la finance et le monde du travail... La reconstruction d'un espace démocratique qui irait du local au global passe inévitablement par une reformulation de l'espace monétaire... Plusieurs monnaies... notamment locales... peuvent... circuler en parallèle avec une monnaie nationale... également avec une monnaie commune internationale... A chaque niveau... la crédibilité d'une monnaie repose... sur la confiance que les citoyens peuvent lui accorder... L'instabilité monétaire et les crises financières de ces 20 dernières années sont directement liées à ces pertes de souveraineté. Il en est résulté un surendettement des États et... des carcans budgétaires qui brident les investissements collectifs... Le niveau mondial est celui de la monnaie commune internationale (et non unique). Celle-ci apparaît à la fois comme un moyen de redonner aux États leur souveraineté perdue par... un système de changes fixes, mais aussi comme le moyen permettant de financer à l'échelle internationale les transitions énergétiques et écologiques"*.

François Morin propose une déclaration "La monnaie comme bien commun de l'humanité" en 10 articles, dont : *"Article 1 : La monnaie est un bien commun de l'humanité... Article 4 : ... L'émission d'une monnaie relève d'un système bancaire formé d'un institut d'émission central qui gère la monnaie centrale, et de banques de dépôts... dont la vocation exclusive est d'émettre et de gérer la monnaie de crédit... Article 7 : La stabilité de la valeur interne d'une monnaie nationale... est sous la responsabilité exclusive de l'institut d'émission du pays émetteur. Article 8 : La stabilité de la valeur externe d'une monnaie... relève... de l'institut d'émission de la zone monétaire concernée"*.

Au-delà de la critique de la globalisation financière, François Morin montre comment la valeur-travail est au coeur de la refondation du système économique. Il améliore fortement l'analyse de la transformation des valeurs en prix de production, par rapport aux démonstrations antérieures de Marx et Samir. Il propose la nouvelle gouvernance pour imposer la valeur-travail tant au niveau de l'économie internationale qu'au niveau des firmes, où le collège des représentants du personnel aurait autant de pouvoir que celui des actionnaires".

François Morin ajoute une réhabilitation du travail : *"Le travail peut être tout à la fois un facteur d'intégration sociale et un facteur d'accomplissement de soi, et il est aussi la médiation par laquelle les êtres humains produisent leur monde... Le travail est probablement, depuis toujours, l'essence de l'homme. Mais dans une société où la valorisation de la valeur-capital domine le fonctionnement du système économique, ce travail-là est le plus souvent aliéné... On peut comprendre tous ceux qui voient dans la "fin du travail" une perspective de libération souhaitable, ou... ceux qui prônent une "allocation universelle", pour proposer une alternative libératrice par rapport au travail... La perception d'une fin inéluctable du travail et la proposition d'un revenu d'existence inconditionnel... conduisent à des impasses... Le revenu d'existence inconditionnel repose sur l'illusion qu'il existe une source miraculeuse de richesse en dehors du travail. Ce mirage est largement entretenu par les marchés financiers qui, par leurs profits mirobolants, seraient un lieu de création autonome de richesse. Bref, la valeur pourrait se créer en dehors du travail... Comment faire valoir la valeur-travail ?... En mettant au centre de cette ambition la question de la formation tout au long de la vie... qui développe de façon centrale ce qu'Amartya Sen a appelé la "capabilité" de chaque individu".*

2.3.5 – Les problèmes monétaires et financiers de l'Afrique

Dans ce contexte extérieur, comment se situe l'Afrique sur le plan monétaire et financier et que penser des critiques de la zone Franc ?

Selon Christophe Barat et Hélène Ehrhart, *"A l'échelle du continent... [malgré que] de 2000 à 2015 une partie significative de la dette publique multilatérale et bilatérale de trente pays africains a été annulée... le poids relatif de la dette publique africaine est ainsi passé... de 35% du PIB en 2010 à 60% du PIB en 2018"*.

Dans "Impérialisme et sous-développement en Afrique" de 1988, Samir a replacé un chapitre écrit en 1971 sur "Zone franc et développement"... Sa principale critique : *"Peut-on parler de zone franc ou devrait-on dire zone du franc ?... Une banque centrale ne mérite ce nom que si elle peut exercer un contrôle effectif sur les banques commerciales, et si elle est autorisée à apporter son concours au Trésor. Les pseudo-banques centrales africaines de la zone franc n'ont pas ces pouvoirs. Les succursales... des grandes banques métropolitaines... peuvent, en transférant vers ou en provenance de leurs sièges sociaux, contrecarrer la "politique monétaire" locale. En fait l'ensemble de la zone franc constitue un seul marché monétaire et financier, contrôlé par la seule Banque de France"*.

La contestation grandissante du maintien du franc CFA et son réétiquetage récent en "ECO" ont fait l'objet de nombreuses analyses dont les plus approfondies sont de Kako Nubukpo et de Fanny Pigeaud et Ndong Samba Sylla. Ces analyses sont sans appel et Ndongo interviendra.

III – La gouvernance écologique et des ressources naturelles

Dans "L'impérialisme et le développement inégal" de 1976, Samir écrit : *"Le terme d'"environnement" est aujourd'hui entré dans l'usage commun... En Afrique...le système mondial se traduit ici par un système de prix des produits exportés par l'Afrique vers le monde développé qui ne permet pas... d'entretenir ou reconstituer ces richesses naturelles... C'est la cause... de l'érosion en Afrique du Nord et de la latérisation en Afrique tropicale"*.

En 1977, dans "La loi de la valeur et le matérialisme historique", Samir présente une analyse de la "rente minière" : *"La théorie marxiste de la rente foncière peut-elle être étendue au domaine minier ?... Le domaine minier présente des spécificités évidentes... le caractère non renouvelable des ressources exploitées. Ce caractère impose un coût... de remplacement... Mais cette prise en compte... est doublement limitée 1) par l'horizon temporel du calcul capitaliste du profit et 2) par l'horizon temporel de la concession... Le devenir social... implique un horizon considérablement plus long que celui du calcul capitaliste"*.

Dans "La déconnexion" Samir salue en 1985 le mouvement des Verts : *"La crise des années soixante-dix est venue et avec elle la fin donc de l'expansion "consumentiste" illimitée... Le contre-système des Verts, c'est, à proprement parler, l'abolition de la valeur d'échange et l'Etat, l'organisation de la société sur la base de la production directe de valeurs d'usage... Leur contre-société n'est rien d'autre que le communisme de Marx"*.

Dans "Pour la V^e Internationale" Samir écrit en 2006 : *"La poursuite de l'accumulation du capital... conduit... à l'épuisement rapide des ressources non renouvelables, à la destruction accélérée de la biodiversité... La civilisation capitaliste ne peut pas encore longtemps poursuivre son déploiement destructeur. Le maintien du mode de vie des seuls Etats-Unis implique le pillage de toutes les ressources de la planète à leur seul profit et la crise de l'énergie... a déjà produit l'agression militaire au Moyen-Orient. "Le mode de vie américain n'est pas négociable" nous rappelle le président de ce pays"*. C'était en 2006, donc bien avant Trump, et on pourrait en dire autant pour l'UE et le Japon.

En 2011, dans "La loi de la valeur mondialisée", Samir développe de façon plus approfondie le thème de l'écologie et souligne sa prise en compte par l'ensemble des partis politiques. Il salue les travaux de Wackernagel et Rees... *"[qui] ont... proposé un concept nouveau, celui de l'empreinte écologique... et un système de mesure de celle-ci... définie en termes "d'hectare global", confrontant la bio-capacité des sociétés/pays ... à la consommation... des ressources... à leur disposition... La moyenne pour les pays de la triade ayant déjà atteint... 4 fois la moyenne mondiale. Une bonne partie de la bio-capacité des sociétés du Sud est captée par et au bénéfice des centres"*. Samir en déduit que *"La preuve est donc faite que la valeur d'usage sociale peut faire l'objet de calculs parfaitement rationnels. Cette preuve est décisive par sa portée puisque le socialisme est défini en termes de société fondée sur la valeur d'usage et non sur la valeur d'échange... [ce qui] implique que le socialisme doit être "écologique", ne peut être qu'"écologique"... Marx... avait dit explicitement que l'économie capitaliste détruit les bases naturelles sur lesquelles elle se fonde : l'homme (le travailleur aliéné et exploité...) et la terre"*.

Samir constate aussi que *"Le "capitalisme vert" est désormais l'objet des discours obligatoires des hommes/femmes dans la triade (de droite et de gauche) et des dirigeants des oligopoles... François Houtart en a donné une illustration décisive dans son ouvrage sur les agro-carburants"*.

Mais on a du mal à suivre Samir quand il estime que, avec le socialisme, l'humanité saura inventer les techniques pour dépasser les contraintes écologiques : *"Les écologistes sont portés à "condamner le progrès" et rejoignent alors les post-modernistes dans ce jugement négatif à l'égard des découvertes scientifiques et des avancées de la technologie... On construit ainsi des projections conduisant à l'épuisement de telle ou telle ressource naturelle (les énergies fossiles par exemple), et on généralise la validité de ces conclusions – fatalement alarmistes –... que les ressources de la planète ne sont pas infinies... Oui il y aura encore... des découvertes scientifiques à partir desquelles des technologies de maîtrise des richesses de la nature pourront être dérivées"*.

Dans "Le capitalisme sénile" (2003), Samir avait déjà avancé que *"La nouvelle révolution technologique – dans ses deux dimensions principales, l'informatique et la génétique – semble permettre à la fois l'économie de travail direct et d'équipements... la nouvelle révolution technologique permettant la production de plus de richesse avec à la fois moins de travail et moins de capital"*. Mais Samir oublie que produire plus de richesses aggraverait les pollutions et le chômage ! Il avait pourtant souligné que l'adoption au Sud des modèles agricoles de la Triade intensifs en capital constituerait un génocide de plus d'un milliard d'emplois paysans.

Supposer que la science et la technique résoudre les problèmes écologiques dans une planète devenue socialiste et solidaire – mais en aura-t-on le temps ? –, est contredit par les analyses scientifiques difficilement contestables, que ce soit par les rapports du GIEC ou par d'éminents scientifiques écologistes – dont Philippe Bihouix –, et surtout par le constat que tout un chacun peut faire de l'accélération des catastrophes climatiques liées au réchauffement de la planète dans tous les pays, et plus encore en Afrique.

Selon des analyses d'impacts du changement climatique, rapportées par AfricaInteract, *"une augmentation de la température de 2% est susceptible d'engendrer la disparition de 10 à 15% des espèces en Afrique de l'Ouest, et affecterait la production agricole à hauteur de 30%"*.

Mais le PNUE et la FAO ont souligné qu'une reconversion rapide de l'agriculture d'ASS à des pratiques agroécologiques permettrait de limiter ces menaces et d'augmenter les rendements. Olivier De Schutter a aussi remis en cause les systèmes de production "modernes" de type agrobusiness très intensifs en capitaux et intrants chimiques pour leur impact négatif sur l'environnement et l'emploi agricole en ASS, a fortiori quand s'ajoutent des accaparements de terres des paysans. Mais la Banque Africaine de Développement prône une intensification fondée sur les subventions aux engrais chimiques.

Pour le marxiste Michael Lowy : *"L'écosocialisme se réclame de Marx, mais rompt de forme explicite avec ce modèle productiviste. Certes, l'appropriation collective est indispensable, mais il faudrait aussi transformer radicalement les forces productives... et les modèles de consommation... c'est beaucoup plus qu'une modification des formes de propriété... La civilisation écosocialiste rompt avec le productivisme et le consumérisme... Marx désignait cet objectif par le terme « Règne de la liberté »"*. Puisque Samir partage ces préconisations écologistes, pourquoi a-t-il écrit que les progrès techniques permettront de résoudre les problèmes environnementaux dans une planète devenue socialiste et solidaire ? Est-on sûr que l'homme socialiste ne sera plus tenté par le productivisme et le consumérisme ?

Cela nous amène à une réflexion philosophique sur l'analyse que fait Marx de la relation entre les hommes, que présente François Perroux dans la Préface à l'édition du Tome 1 des œuvres de Marx consacré au Capital en 1963 aux Editions Gallimard : *"L'évolution inéluctable des*

contradictions économiques achemine vers un état final où l'homme accompli est réconcilié avec lui-même et avec la nature... Dans le communisme terminal l'être générique de l'homme est réalisé : chaque individu est homme en tant qu'il est social, c'est-à-dire reçoit du tout pleinement naturalisé et pleinement humanisé, sa qualité d'homme. Le mode privilégié de sa réalisation est l'échange d'objets pleinement humanisés... Cet homme devenu vrai dans et par le tout social... n'est pas vrai par la spontanéité irréductible de l'esprit source de l'action et de la parole personnelle". En cela Perroux rejoint le courant personnaliste d'Emmanuel Mounier.

Plus fondamentalement, on peut ne pas partager l'athéisme de Marx et de Samir, tout en partageant pleinement leur vision et leur combat pour un socialisme planétaire et solidaire, dans la mesure où la foi des croyants en l'immortalité de l'esprit (âme), loin d'être un "opium du peuple", nourrit leur engagement pour changer le monde ici et maintenant. Samir a clarifié ce débat dans "La déconnexion" : *"L'être humain est un animal vivant, partie de la nature et, en tant que tel, fini et mortel. A ce titre les questions qui transcendent son existence en tant qu'être social subsistent. Le matérialisme historique ne répond pas à ces questions ; il ne les pose pas ; il n'a pas à y répondre. L'action transformatrice de la société ne l'implique pas. Cette position invite à réintégrer dans le camp de la transformation sociale les croyants qui restent préoccupés par les questions de la transcendance mais qui ne réduisent pas l'avenir humain à une réflexion passive sur celle-ci. Il ne s'agit pas là d'une attitude de tactique politique mais d'une conviction fondamentale. Au demeurant le marxisme n'est pas le prolongement radical de la philosophie des Lumières, qui se propose de traiter de la réalité sociale comme de celle de la nature, mais une rupture avec celle-ci".*

Puisque Samir renvoie à François Houtart, qui a partagé tous ses combats au sein du Forum du Tiers Monde et du Forum des alternatives, écoutons son témoignage : *"Pour moi, la vie a toujours été un concept ouvert et dynamique qui devait être orienté vers les autres... Le sens essentiel de l'existence humaine est... de réaliser un projet humain, non seulement physique ou matériel, mais aussi culturel et spirituel... La mort fait partie de la vie et nous devons la vivre de la même manière que nous avons toujours vécu la vie".*

Pour conclure, Samir nous a laissé un triple témoignage – par ses très nombreux écrits et enregistrements de conférences, par sa grande ouverture d'esprit et par son amitié –, ce qui nous permet de poursuivre son combat, comme il nous y invite, convaincu qu'il reste à nos côtés.